



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

21 novembre - 27 novembre 2020

Investissement : un parc agro-industriel en vue dans le Sud-ouest	3
AFAFI Nord : Pour une agriculture durable, inclusive et performante dans 24 Communes	3
Journée de l'industrialisation - Focus sur le label « Malagasy ny antsika »	4
Investissement : un parc agro-industriel en vue dans le Sud-ouest	4
Loi de finances 2021 - Avantage fiscal accordé aux établissements hôteliers	5
BMOI : La première banque à s'implanter sur l'axe By-Pass	5
Filière or: un milliard de dollars de devises non rapatriées	6
Consommation - Le riz devient hors de prix	6
Airtel Madagascar : Lancement d'un concours de performance dédié à ses revendeurs	7
Salon international de l'habitat - « Les résultats sont concrets », dit le vice-ministre des Villes nouvelles et de l'Habitat	7
Industrialisation - Une zone agro-industrielle à Toliara	8
Baisse du droit d'accise sur les télécommunications - Telma améliore ses offres et ajuste ses tarifs Internet	8
Code minier - La réforme à finaliser vaille que vaille	9
Electrification rurale: 1,2 million de dollars pour développer des mini-réseaux	9
Coopérative Soaloo : Les appuis à l'entrepreneuriat à professionnaliser	10
Lutte contre le coronavirus : « L'achat de vaccin envisagé pour 2021 » selon le MEF	10
Secteur agricole - Cinquante millions d'euros pour la région Sava	11
Marché interbancaire de devises - L'ariary reprend son souffle	11
Coopération : Le PNUD confirme son engagement à soutenir Madagascar	11
APB : Le point sur la situation des emprunteurs	12
Salon de la créativité « Voatra » - Le « Vita Malagasy » à l'ère du numérique	12
Atsimo Andrefana: focus sur la promotion des chaînes de valeur	12
Secteur extractif - Bras de fer entre la société APC et les employés de Kraoma	13
Marché des devises : « Dépréciation limitée de l'ariary », selon le PLFI	13
Noro Andriamamonjiarison - CCIA : Les entreprises sont encore en difficulté	14
L'ACM dans une zone de turbulence: une AGE du CA prévue en décembre	14
Région Sava: le kilo de la vanille préparée à 100.000 ariary	15
Exportation de vanille - La ministre de l'Industrie dresse un bilan positif en deux mois	15
Exportation de chrome - Les employés de Kraoma dans l'impasse	16
Sécheresse : 9 régions touchées, pénurie d'eau potable à craindre	16
Assainissement et aménagement urbain : Résolutions des assises présentées et signées ce jour	16
Consommation - Le prix du riz devient irrépressible	17
Branchements illicites à Ankatso - 19 foyers pris en flagrant délit, un agent de la JIRAMA en garde à vue	18
Commerce - Réel impact attendu sur les ventes du « Black Friday »	18

Investissement : un parc agro-industriel en vue dans le Sud-ouest

RIANA R. | LES NOUVELLES | 21 NOVEMBRE 2020

Madagascar bénéficie d'un financement de la Banque africaine de développement (Bad) pour la construction d'un parc agro-industriel sur un terrain de 25ha, dans la commune de Betsinjaka dans la région Atsimo Andrefana.

Il s'agit du Parc agro-transformation industriel destiné à transformer des produits agricoles et halieutiques dans la région, a fait savoir hier la ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, Lantosoa Rakotomalala, à l'occasion de la célébration de la Journée de l'industrialisation en Afrique, au ministère des Affaires étrangères (MAE) à Anosy.

«La Bad a déjà financé un tel projet au Sénégal dans le cadre de son programme High Five. A Madagascar, il bénéficiera aux six districts de l'Atsimo Andrefana à travers la collecte des produits agricoles et les produits de pêche», a expliqué la ministre, avant de poursuivre que «Plusieurs industries ont déjà manifesté leur intérêt à s'installer dans ce parc industriel».

Ces industries se spécialisent dans la transformation des grains secs, notamment le maïs, mais aussi des tubercules qui sont les principaux produits cultivés dans la région. Des unités de transformation de produits de



la mer, seront aussi mises en place. A ce propos, Lantosoa Rakotomalala de préciser que «Madagascar est l'une des rares îles à ne pas avoir une industrie de transformation de produits halieutiques destinés à la consommation locale et à l'exportation».

Le projet de parc agro-industriel sera présenté durant un business-forum prévu dans la région Atsimo Andrefana, du 1er au 3 décembre. D'autres rencontres de ce genre sont aussi prévues dans les autres régions du pays.

AFAFI Nord : Pour une agriculture durable, inclusive et performante dans 24 Communes

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 21 NOVEMBRE 2020

50 millions d'euros du 11e Fonds Européen de Développement (FED) sont dédiés au Programme d'Appui au Financement de l'Agriculture et aux Filières Inclusives, dans les régions SAVA, DIANA, Analanjirofo.

Contribuer à la relance économique et au développement durable, par l'amélioration des infrastructures et par le développement rural. Tel est l'objectif du Programme d'Appui au Financement de l'Agriculture et aux Filières Inclusives (AFAFI), mis en œuvre dans les trois régions bénéficiaires, qui constituent des zones à fort potentiel agricole, industriel et touristique du pays. « AFAFI-Nord intervient dans les districts de Sambava, Antalaha et Vohemar pour la région SAVA ; dans le district d'Ambilobe pour la région DIANA et dans les districts de Soanierana Ivongo et Fénériver-Est pour la région Analanjirofo. Au total, 24 communes sont bénéficiaires », a affirmé Onisoa Rajaobelimanana, la chargée de ce Programme auprès du Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE).

Objectifs. Selon ses promoteurs, AFAFI-Nord œuvre pour la promotion d'un secteur agricole durable, inclusif et performant. Aussi, ce programme intervient-il dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'environnement, la nutrition, ainsi que de l'eau et de l'assainissement.

« L'atteinte de cet objectif passe par l'amélioration de la gouvernance du secteur agricole, avec des appuis aux Services Techniques Déconcentrés (STD) et aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ainsi qu'aux Organisations Paysannes (OP) dans les trois régions concernées afin qu'ils assurent leurs rôles au bénéfice de la population cible. Cet objectif repose alors sur l'amélioration de la productivité, de la rentabilité et de la durabilité des chaînes de valeurs agricoles. Certaines chaînes de valeur retenues par AFAFI-Nord font l'objet d'appuis spécifiques, notamment via le cofinancement du programme PAGE-GIZ dans le district d'Ambilobe, et d'appuis conseils via le CTHT. Sans oublier l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la résilience des ménages vulnérables », a expliqué cette responsable de programme, auprès du BACE.

Coordination et suivi. Pour le programme AFAFI Nord financé par le 11e FED de l'Union Européenne, le maître d'ouvrage est le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), appuyé par le BACE



L'Union Européenne finance le développement agricole et les filières inclusives dans les régions du nord de Madagascar.

dans la mise en œuvre, la coordination, le suivi et la promotion du Programme. Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) sont les maîtres d'œuvres principaux. A noter qu'une unité centrale de gestion du programme a été mise en place au sein du BACE. Celle-ci assure la coordination générale et le suivi du programme ; et dans chaque région d'intervention, une unité régionale de gestion du programme qui assure sa mise en œuvre mais également son suivi et sa coordination au niveau régional.

Journée de l'industrialisation – Focus sur le label « Malagasy ny antsika »

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 NOVEMBRE 2020

Industrialisation inclusive et durable. C'est le thème abordé hier à Anosy lors de la célébration de la journée de l'industrialisation en Afrique. « Les autorités, à travers le ministère chargé de l'Industrie, collaborent avec les entités concernées, principalement les organismes patronaux dont le Syndicat des Industries, le GEM ou encore le FIVPAMA. Elles visent à impliquer les parties prenantes concernées par l'industrialisation pour soutenir le programme d'industrialisation du pays et pour renforcer le développement de chaînes de valeur industrielles régionales » explique Lantosoa Rakotomalala, ministre de l'Industrie,

du commerce et de l'artisanat. La journée était donc l'occasion pour les industriels présents de tirer profit des témoignages de PMI ayant reçu des équipements de production et de transformation et des activités de promotion du label « Malagasy ny antsika ». Un label qui vise à démontrer le professionnalisme des entreprises locales et à faire adhérer les consommateurs aux produits nationaux. Le cahier des charges du label est axé sur trois grands critères, la création de valeur ajoutée, marquée par une activité industrielle et des emplois au niveau local, la qualité de fabrication dans le respect des lois et



La ministre Lantosoa Rakotomalala durant son intervention, hier.

des règlements, pour la plus grande satisfaction des consommateurs, et enfin, le respect de l'éthique, avec un engagement d'intégrité et une démarche de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE).

Investissement : un parc agro-industriel en vue dans le Sud-ouest

RIANA R. | LES NOUVELLES | 21 NOVEMBRE 2020

Près de 3.000 sociétés exportatrices et importatrices sont en situation irrégulière par rapport à leur obligation de rapatriement de devises, après la levée de l'état d'urgence sanitaire. Leurs comptes d'opération de change sont suspendus jusqu'au rapatriement de leurs devises à Madagascar, annonce le ministère de l'Economie et des finances (MEF).

Améliorer le cours de l'ariary. C'est dans ce sens que le MEF lance un rappel aux opérateurs exportateurs et importateurs concernant l'obligation de rapatriement de devises à Madagascar. A la sortie du palais de Tsimbazaza, hier, après la présentation du Projet de loi de finances initiale (PLFI) au niveau de l'Assemblée nationale, Ihaja Ranjalahy, le directeur général du Trésor public, a avancé que sa direction compte renforcer les sensibilisations, auprès des entreprises concernées, suivant une instruction du président de la République et du Premier ministre.

«Entre le 1er novembre et le 19 novembre, 11 millions de dollars ont été rapatriés à cet effet», a-t-il précisé. Durant l'état d'urgence sanitaire, le gouvernement a décidé de lever les sanctions liées au retard ou non rapatriement de devises, au profit des sociétés exportatrices et importatrices ayant atteint un taux de rapatriement de devises de plus de 80%. Et aucune suspension d'accès au logiciel des opérations de change SIG-OC n'a eu lieu durant cette période.

Près de 3.000 entreprises en situation irrégulière

A la levée de l'état d'urgence sanitaire, les procédures relatives à l'obligation de rapatriement de devises ont repris. Mais force est de constater que les opérateurs affichent peu d'enthousiasme à honorer leur engagement.

«51 sociétés ont fait montre d'initiative



pour régulariser leur situation et 791 domiciliations d'exportations ont été apurées depuis», annonce le MEF dans un communiqué publié hier.

A la date du 17 novembre, 1.594 sociétés exportatrices et 1.660 sociétés importatrices sont en situation irrégulière. «Leurs comptes au niveau du Système intégré de gestion des opérations de change resteront suspendus jusqu'au rapatriement de leurs devises à Madagascar», poursuit le MEF.

D'après le DG du Trésor, «Des entreprises attendent une hausse de la valeur de l'ariary avant de procéder au rapatriement de devises. Dans ce cas, il s'agit d'une spéculation». Au mois de

septembre, le président Andry Rajoelina a déjà dénoncé un faible taux de rapatriement de devises dans la filière vanille, à l'occasion d'un déplacement dans le Nord de l'île. «Seules 35% des recettes d'exportation de la vanille sont rapatriées», a-t-il annoncé à cette occasion.

Selon le cours de référence de la Banky foiben'i Madagasikara (BFM), un euro vaut 4554,84 ariary, tandis que le dollar américain équivaut à 3.840 ariary. La même institution indique que l'ariary s'est déprécié de 11,4% par rapport à l'euro et de 3,9% par rapport au dollar américain, sur une période de 9 mois, entre le 1er janvier et le 30 septembre 2020.

Loi de finances 2021 – Avantage fiscal accordé aux établissements hôteliers

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 NOVEMBRE 2020

Une petite bouffée d'air frais pour le secteur touristique. Des allègements fiscaux sont prévus pour les infrastructures d'accueil.

Soulagement. Le projet de loi de finances pour l'année 2021 (PLFI) publié en début de semaine sur le site officiel du ministère de l'Économie et des finances affiche une atténuation des charges fiscales dans certains domaines d'activité. Selon le PLFI 2021, il y aura une mise en œuvre du redressement économique en octroyant aux industries locales un allègement de taxation des intrants et à travers la relance de la consommation. Notamment sur le plan de la déductibilité de la TVA sur les achats de carburants des groupes électrogènes utilisés dans des hôtels et restaurants se trouvant dans des zones non desservies d'électricité.

« L'initiative a été entreprise en vue d'accompagner les efforts des autorités sur la relance du secteur touristique » fait remarquer un responsable au sein de la direction général d'impôts. Une aubaine pour les opérateurs touristiques dans les zones reculées dont le budget de fonctionnement est accaparé à près de 30% par la consommation de carburant. « En période de basse saison, notre établissement consomme environ deux mille litres de gazole par mois pour les groupes électrogènes et entre cinq cent et mille litres par mois pour les déplacements des véhicules pour



Les coûts d'utilisation des groupes électrogènes s'amointrissent.

le transport du personnel ou encore pour les approvisionnements même de l'hôtel » détaille le responsable d'achat d'un établissement hôtelier situé dans la région de l'Isalo Ihorombe dont une partie reste encore enclavée en matière d'électricité

En haute saison, ces consommations peuvent atteindre le double voir le triple. La déductibilité de la TVA sur les achats de carburant pour ce genre d'établissement représentera alors une opportunité pour ces infrastructures d'accueil de réinvestir ces avantages dans d'autres domaines pour améliorer leurs activités.

Bouée de sauvetage

Le projet de loi de finances dédié à l'année d'activité 2021 rejoint ainsi la vision du plan multisectoriel d'urgence établi par les autorités il y a quelques

mois. En effet, la publication du plan multisectoriel d'urgence s'apparente à un clin d'œil remarqué pour les secteurs les plus impactés par la pandémie. L'idée étant de soutenir la résilience économique et d'appuyer le secteur privé. Ce furent d'ailleurs les premiers mots inscrits sur la première ligne du PMDU.

« Nous nous réjouissons de cette décision d'octroi de bouées de sauvetage social pour les gens du tourisme. Il s'agit maintenant de définir concrètement le circuit de distribution afin que les premiers concernés puissent réellement en profiter » a expliqué Johann Pless, président de la fédération des hôteliers de Madagascar lors de la présentation du plan d'urgence pour la relance.

Cependant, malgré le clin d'œil remarqué de l'État pour ces deux secteurs, les budgets alloués aux plans de relance restent dans le rouge. Selon le tableau récapitulatif des financements inscrits dans le PMDU, le secteur touristique aura besoin de 0,74 million de dollars tandis que le transport requiert 11,95 millions. Pourtant les financements disponibles pour ces deux secteurs sont respectivement de 0,25 million et de 0,12 million de dollars.

BMOI : La première banque à s'implanter sur l'axe By-Pass

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 23 NOVEMBRE 2020

La Banque Malgache de l'Océan Indien (BMOI) vient d'inaugurer une nouvelle agence dans la commune d'Alasora, plus précisément, sur l'axe By-Pass.

« Nous allons densifier notre présence dans la Capitale et ses communes périphériques à fort potentiel de développement. La mise en place de cette nouvelle agence confirme également notre volonté de continuer à fournir les efforts nécessaires pour mettre à la disposition de notre clientèle des services répondant bien à ses attentes, sans oublier son accompagnement », a déclaré Alain Merlot, directeur général de cette institution financière, lors de l'inauguration de cette nouvelle agence à Alasora la semaine dernière. Il faut savoir que la BMOI est la première banque à s'implanter sur l'axe By-Pass. « Et cette nouvelle agence va soutenir les activités de tous les acteurs économiques de la zone de chalandise tout en leur permettant d'accéder aux services bancaires essentiels sans avoir besoin de sortir de leur localité », a-t-il poursuivi.

Rythme ascendant. Force est de remarquer que l'attractivité économique sur l'axe By-Pass a connu un rythme ascendant, surtout depuis l'avancement des travaux de construction de la future rocade Nord/Nord -Est d'Antananarivo. « Toutes les entreprises et les particuliers à proximité pourront ainsi

effectuer leurs opérations bancaires près de chez eux tout en gagnant du temps. En outre, les opérations peuvent se faire en toute sécurité et en toute simplicité. En effet, cette nouvelle agence implantée sur l'axe By-Pass, est équipée d'un GAB (Guichet Automatique de Banque) et d'un dispositif sécurisé de versement d'espèces dénommé «MALAKY +», qui sont disponibles 24H/24 et 7J/7 », a fait savoir le directeur général de la BMOI.

Position de référence. Rappelons que la Banque Malgache de l'Océan Indien est une filiale du groupe BCP, l'une des premières institutions bancaires du Maroc. Elle occupe depuis plus de 30 ans une position de référence auprès des Entreprises, des Institutionnels et des particuliers milieu et haut de gamme. La BMOI est implantée dans les principales villes de Madagascar et a aménagé des espaces dédiés tels que les Centres d'Affaires Entreprises et les Agences Prestige. Par ailleurs, la banque est certifiée ISO 9001-2015 sur toutes ses activités de production bancaire, d'autant plus qu'elle est un acteur majeur du commerce international à Madagascar.

Filière or: un milliard de dollars de devises non rapatriées

RIANA R. | LES NOUVELLES | 23 NOVEMBRE 2020

Le recouvrement des devises non rapatriées dans la filière or reste un réel défi pour l'administration. Cette dernière compte renforcer les actions allant dans ce sens, mais aussi sur les contrôles au niveau des frontières depuis la suspension temporaire des exportations de l'or à Madagascar.

«Les devises non rapatriées dans l'exportation d'or en provenance de Madagascar représentent aujourd'hui près de 1 milliard de dollars. Les procédures de leur recouvrement nécessitent la mobilisation de toutes les parties concernées », a fait savoir Lainkana Zafivanona, directeur général des douanes, samedi, à l'aéroport d'Ivato, alors que les agents de cette direction ont réalisé un coup de filet sur 15 kg d'or qui allaient être exportés illicitement vers Dubai.

La douane s'attend également à plus de coordination avec les entités concernées afin de renforcer les contrôles des contrebandes, essentiellement les trafics d'or. Les contrôles au niveau des aéroports d'Ivato et Nosy Be, les seules frontières encore ouvertes en cette période de pandémie, sont ainsi à renforcer. Lainkana Zafivanona



précise à ce sujet qu'outre la zone sous-douane, « il y a d'autres zones qui donnent accès dans les aéroports et qui sont gérées par d'autres entités. Ce qui mérite beaucoup plus de coordination au niveau des contrôles dans les aéroports ».

15 kilos d'or interceptés à Ivato.

En ce qui concerne les 15 kilos d'or, d'une valeur marchande de 1 millions de dollars, interceptés à Ivato, les

marchandises étaient sous forme de feuillards métalliques repeintes en alu pour dissimulation. Elles ont été cachées dans les parois d'une grande caisse contenant de produits artisanaux malagasy.

Le trafiquant a utilisé une caisse de taille disproportionnée donc il est impossible de la passer au scanner. Ce qui à éveillé les soupçons des douaniers. La suspicion d'exportation de marchandises interdites s'est renforcée davantage sachant que celles-ci allaient être exportées à Dubai.

Un ressortissant malagasy est actuellement placé en garde à vue dans l'attente de son défèrement et de la décision du Pôle anti-corruption. « D'après les premiers éléments de l'enquête, il s'agit a priori d'une mule. Les investigations se poursuivent », a conclu le DG de la douane.

Consommation – Le riz devient hors de prix

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 NOVEMBRE 2020

Les mesures entreprises par les autorités pour juguler les prix du riz qui galopent actuellement, peinent à porter ses fruits.

Inaccessible. Pour une certaine couche de la société, consommer du riz, depuis quelques jours devient un luxe. Les ménages aux revenus moyens se trouvent obligés de trouver d'autres alternatives au riz qui est pourtant l'aliment de base de tout bon malgache qui se respecte.

« Cela fait trois jours que nous rationnons notre nourriture. On ne consomme le riz qu'au déjeuner pour se tourner vers les pâtes et autres patates pour les autres repas. Avanthier, le kapoaka du riz avoisinait déjà les mille ariary à l'épicerie du coin. D'un autre côté, les nouilles instantanées coûtent la moitié de cette somme. Le choix est vite fait et ce sont uniquement les enfants qui ont droit à la maigre ration que nous pouvons nous permettre d'acheter » déplore Nirina Razafiarisoa, une mère de famille résidant dans un quartier populaire d'Itaosy dans l'Atsimondrano.

Chez les grossistes, le sac de cinquante kilo de « makalioka » s'achète présentement à un peu moins de cent vingt mille ariary. Pourtant il y a un mois de cela, le prix du sac de ce même type de riz avoisinait les quatre vingt-treize mille ariary. Soit une augmentation de près de 20 % en quelques semaines. Pourtant, récemment, le ministre de l'Industrie du commerce et de l'artisanat (MICA) a affirmé qu'il n'y aurait plus de hausse du prix du riz malgré le contexte actuel qui présente de forts risques d'inflation.

Redondance. « Certes, nous arrivons au mois d'octobre, une période qui marque la fin de la consommation du riz produit localement pour passer au recours au riz d'importation. Malgré cela il est utile de rappeler la politique de l'État sur ce sujet qui est d'importer directement les produits de première nécessité afin de mieux gérer les prix à la consommation » avançait Lantosoa Rakotomalala, ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat à la fin du mois d'octobre.

Un discours redondant, déjà, prononcé en début de la période



Le prix du kilo de tout type de riz disponible sur le marché ne descend plus en dessous de 2 000ar

de confinement pour rassurer les consommateurs sur la fixation du prix de vente maxima du kilo du riz qui ne devait pas dépasser mille huit cent ariary le kilo et que des sanctions sévères seraient prises à l'encontre de ceux qui profitent de la situation de crise pour augmenter le prix. Quoi qu'il en soit, à un grossiste local d'indiquer que « une partie de la hausse actuelle des prix sur les états est attribuée à une hausse des prix sur le marché à l'international, couplée à la dévaluation de l'ariary. Sans oublier les opérateurs opportunistes qui surfent sur cette vague pour spéculer au détriment du pouvoir d'achat du malgache moyen ». En parallèle, cela fait plusieurs mois que les stocks de riz blanc importé ou plus communément appelé « riz de luxe » ont disparu du marché local, ce type de riz est pourtant très apprécié de la majorité des consommateurs du fait de son rapport qualité prix. Le makalioka a ainsi pris la place de ce dernier tandis que son prix a augmenté tout naturellement avec une qualité en deçà du riz blanc importé.

Airtel Madagascar : Lancement d'un concours de performance dédié à ses revendeurs

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 23 NOVEMBRE 2020

Pour la 7e année consécutive, Airtel Madagascar organise un challenge Airtel Mandresy. Il s'agit notamment d'un concours de performance dédié à ses revendeurs de carte SIM éparpillés dans tout Madagascar et qui sera valable à compter du 20 novembre 2020 jusqu'au 31 janvier 2021. L'objectif consiste à valoriser les forces de vente afin de rehausser les réalisations de chacun des partenaires dans le cadre de la commercialisation des cartes SIM. En effet, « chez Airtel, nous croyons à la force du potentiel. Etant une société dynamique, nous encourageons fortement l'épanouissement et le développement des personnes ayant l'ambition de grandir et de réussir aux côtés d'une entreprise qui sait reconnaître et récompenser la performance. Ainsi,

toute personne désireuse de contribuer à la vulgarisation des services télécom est invitée à nous rejoindre dans notre merveilleuse mission de connecter toute la population malgache », a déclaré Eddy Kapuku, le directeur général d'Airtel Madagascar.

Reconnaissance. Dans le cadre de ce concours, les partenaires commerciaux sont incités à maximiser leurs ventes durant la période de challenge. Ils seront ensuite classés en trois catégories suivant leurs réalisations, et ce, avec des objectifs de vente définis », a expliqué Heritiana Randrianarison, directeur des ventes au sein d'Airtel Madagascar. De nombreux lots seront distribués par tirage au sort aux revendeurs les plus performants. On peut citer, entre autres, une voiture neuve Renault KWID au meilleur



Lors du lancement du challenge Airtel Mandresy, revendeur, des motos, des télévisions Smart 40'' et des smartphones Redmi. « L'organisation de ce challenge est pour nous un témoignage de reconnaissance envers nos distributeurs et revendeurs des SIM qui sont à la fois, des membres à part entière de la grande famille Airtel, et également des traits-d'union entre Airtel et les consommateurs dans tout le pays », a conclu le directeur général d'Airtel Madagascar.

Salon international de l'habitat - « Les résultats sont concrets », dit le vice-ministre des Villes nouvelles et de l'Habitat

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 23 NOVEMBRE 2020

La 22ème édition du Salon international de l'habitat (SIH) s'est terminée hier, au parc des expositions Forello, à Tanjombato. Les organisateurs ont clôturé l'événement sur une note positive. Pour cette année, les organisateurs ont changé leur approche en favorisant les rencontres et la collaboration entre les différents acteurs dans le domaine du bâtiment et des travaux publics. Un effort particulièrement salué par Angelo Zasy, vice-ministre des Villes nouvelles et de l'Habitat mais aussi parrain de l'événement. Il a en effet consacré quelques heures de sa journée pour échanger avec les visiteurs mais aussi les participants. A travers les quelques lignes, il évoque ainsi ses impressions mais aussi les apports que le SIH pourrait avoir dans «la mise en chantier de Madagascar».

Quels sont les apports du Salon international de l'habitat sur la concrétisation du Plan Marshall, le plan de redressement de l'économie du pays ?

Dans des événements comme le Salon international de l'habitat, surtout dans la mise en chantier de Madagascar, vous avez des acteurs assez multiples qui viennent se présenter, ceux dans l'électroménager, la construction ou encore dans la conception. Ce que j'ai remarqué c'est que les gens échantent et discutent un peu plus. Cela veut dire que nous sommes vraiment à une phase où les opérateurs veulent apporter leur contribution dans la concrétisation de chaque projet. Ce salon nous a permis de comprendre les projets évolutifs. Avec ces différents échanges, nous découvrons alors ce qui se passe, on s'adapte, et on améliore au fur et à mesure tous les projets. Ce salon favorise ainsi les rencontres permettant d'améliorer de manière qualitative les projets individuels mais surtout de ceux de l'Etat en particulier.

Pour votre part, est-ce que vous avez fait des rencontres intéressantes pour la construction des nouvelles villes?

Au niveau de la conception des nouvelles villes, il y a de très grands professionnels qui travaillent dessus mais nous sommes encore à la recherche des petits détails qui vont apporter leur charme et leur authenticité à chaque projet. Nous découvrons de nouveaux produits tout au long du salon. J'ai discuté, avant-hier, avec une entreprise travaillant énormément sur le paulownia, une excellente alternative au palissandre, qui m'a montré ce qu'elle pouvait faire. Un bois assez fabuleux à travailler. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. D'autre part, j'ai également rencontré des personnes que je mets ensuite en relation pour qu'ils puissent collaborer.



Quelles sont vos impressions sur le SIH, surtout qu'il est le premier grand événement économique post-covid?

Je suis très content de cet événement. Avec les organisateurs, nous avons été agréablement surpris. Cela dépasse complètement nos attentes. Il y a beaucoup de personnes qui sont là, pas seulement des curieux, mais des gens qui vont vraiment se positionner sur des produits, comme les jardins citadins ou les éco-briques ou encore les signatures de convention de partenariat entre notre ministère et les Communes. Nous assistons à des réalisations concrètes et à des collaborations naissantes. Ce n'est pas que de l'habillage ou de la mise en scène mais nous observons de résultats palpables et des transformations. C'est un événement très positif qui tombe à point nommé surtout après le contexte que nous connaissons tous.

Industrialisation – Une zone agro-industrielle à Toliara

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 NOVEMBRE 2020

De l'espoir pour Toliara qui n'a aucune industrie. Une zone agro-industrielle sera implantée dans la commune rurale de Betsinjaka, non loin de la ville de Toliara. Une annonce faite par la ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, Lantosoa Rakotomalala, lors de la journée de l'industrialisation en Afrique, célébrée tous les 20 novembre. « Malgré la pandémie, Madagascar a effectué des pas encourageants en mettant sur les rails son industrialisation. Après Pharmalagasy, l'industrie sucrière de Brickaville, et dernièrement la Minoterie de l'océan Indien à Toamasina, une zone industrielle verra le jour à Toliara » a-t-elle souligné vendredi dernier à la célébration de la journée de l'industrialisation en Afrique.

Le complexe s'étalera sur 120 ha et abritera des unités de transformation de riz, de grains secs, de tubercules, d'huile végétale, de produits issus des petits ruminants ainsi que des produits halieutiques. « Il y aura quatre centres d'agrégation de services agricoles dans la zone pour assurer la production et la qualité des matières premières ainsi que les traitements post-récolte. Des développeurs mettront en place les infrastructures et les entreprises locales



et étrangères pourront y avoir accès » détaille Gaëtan Ramindo, directeur général de l'industrie, auprès du ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

Politique

Le projet est indiqué être financé par la BAD et la signature s'est déroulée la semaine dernière. La mise en place de la zone agroindustrielle se fera en deux phases. « Nous sommes actuellement dans la phase d'identification et de recrutement des développeurs du partenariat public-privé, de l'enclenchement des études environnementales. Vient ensuite la phase de construction proprement dite. La zone est prévue être opérationnelle d'ici trois ans au plus tard » poursuit

Gaëtan Ramindo. Les grains secs constituent une filière rémunératrice pour la région Atsimo Andrefana, notamment les pois de cap, le « lojy », le haricot lingot blanc, la lentille et le niébé. Le cycle végétatif se situe en moyenne entre 150 et 200 jours. Dans le passé, 70% des pois de cap de la région ont été exportés. « L'aboutissement de ce projet est vivement souhaité. Un projet du genre mais en plus petite échelle a été mis en place en 2014 dans la commune de Milenake, district de Toliara II. Cela consistait à transformer notamment des tomates qui abondent dans cette commune. Des associations féminines travaillaient en plein temps pour transformer les tomates. Mais hélas, le projet n'a pas fait long feu, alors qu'il a été appuyé par l'État » réagit un agriculteur.

Pour l'heure, il n'y pas d'industrie depuis les années 90, après la société nationale des Huiles de Toliara (SNHU), la Hasyma, le Sud Madagascar Textile (Sumatex), la société Toly, une entreprise de fabrication de petit outillage. Leur disparition est due à une gestion difficile, une incapacité d'usinage faute de matières premières, des détournements ou tout simplement à cause de la situation politique.

Baisse du droit d'accise sur les télécommunications – Telma améliore ses offres et ajuste ses tarifs Internet

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 23 NOVEMBRE 2020

Promesse tenue. Dès l'annonce de la baisse du droit d'accise sur les télécommunications dans la loi de Finances initiale (LFI) 2021, l'opérateur Telma Madagascar a déjà amélioré le ratio entre le volume et le prix de l'Internet de ses abonnés. Une baisse qui sera appliquée sur tout le territoire de Madagascar. Pour rappel, cette diminution de la taxe est un combat que les opérateurs dans le domaine ont déjà mené depuis l'année dernière. Dans la loi de Finances initiale et même rectificative 2020, le Gouvernement a revu à la hausse le droit d'accise en le faisant passer de 8 à 10%.

Patrick Pisal Hamida, administrateur directeur général de Telma a souligné à l'époque durant son lobbying qu'un point sur le droit d'accise équivaldra à dix points sur le prix de la fibre optique pour le grand public. Donc, si l'Etat baisse de 3 % ces taxes, son établissement diminuera de 30 % les prix. Ils étaient même prêts à réduire de moitié et même au-delà tant que la réduction du droit d'accise soit effective. Et voilà qu'aujourd'hui le Gouvernement a révisé la taxe à 8%, l'opérateur devient plus généreux dans l'offre de connexion Internet. On peut citer le cas du « Net One Day » à 1 000 ariary qui bénéficie désormais de 150 Mégaoctet (Mo) d'Internet si elle était 50 Mo seulement auparavant. Le « Net One Month » reste au prix de 25 000 ariary mais les usagers peuvent surfer sur 3 Gigaoctet (Go) au lieu de 2 Go. Quant au prix, une certaine amélioration a été apportée. Le « Net One Week » 1 Go coûte maintenant 10 000 ariary au lieu de 12 500 ariary



et contient 1,5 Go de Data au lieu de 1Go. Souvent pointé du doigt par le coût élevé de la connexion, l'accès à Internet ne sera plus un luxe à la population grâce à ces modifications. Pour l'heure, seulement 3 Malagasy sur 10 ont accès à ces produits, alors que cela devrait dépasser plus de la moitié de la population.

Code minier – La réforme à finaliser vaille que vaille

HARILALAINA RAKOTIBE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 NOVEMBRE 2020

Malgré la réticence des opérateurs, l'administration insiste sur l'application de la réforme du code.

Bras de fer. Rien ne va plus au sein du comité de réforme du code minier. Les membres de la Chambre des mines censés représenter les grandes et petites mines au sein de ce comité estiment que certains points abordés concernant la modification même du code sont inappropriés pour le développement du secteur qui a déjà été mis à mal durant la période de pandémie. « Toute modification du cadre légal, en particulier celle visant un alourdissement de la fiscalité minière serait, invariablement, de nature à fragiliser encore davantage notre secteur et à dégrader l'image et la compétitivité de Madagascar en tant que destination privilégiée des I.D.E. La priorité doit donc, une fois encore, passer par la restauration de la bonne gouvernance et de la stabilité plutôt que par l'engagement de réformes pour le moins inopportunes et précipitées » expliquait Jean Luc Marquetoux lors de la déclaration conjointe des représentants des opérateurs miniers à Antaninarenina il y a quelques semaines. Une façon pour ces responsables d'exprimer la préoccupation des opérateurs en ce qui concerne le contenu de la réforme qui ne semble prendre en

compte la situation actuelle qui devrait prioriser les questions de relance du secteur. Entre autres modifications, sur la base de cet avant-projet de l'année dernière, le nouveau code à venir prévoyait l'introduction du concept de partage de production à hauteur de 20%. Par ailleurs, le calendrier de cette réforme suscite aussi l'inquiétude de ces opérateurs dans la mesure où, présentement, l'augmentation de pressions fiscale et administrative tendrait à miner le secteur plutôt qu'à le relancer promptement.

Mise à jour

« Adopté en Conseil des ministres le 19 août 2020, le décret définissant ces nouvelles clés de répartition des redevances et ristournes minières ainsi que des frais d'administration minière, se veut être plus cohérent à la politique de développement et avantage ainsi le Budget Général et les Collectivités Territoriales Décentralisées. Il importe de noter que les nouvelles dispositions portent uniquement sur la mise à jour des clés de répartition des quotesparts de ces taxes parafiscales, à l'égard des entités bénéficiaires qui sont toutes des entités publiques. Aucune modification touchant les droits ou taxes perçus des



Jean Luc Marquetoux, expliquant le désarroi des opérateurs à la chambre des mines.

opérateurs miniers n'a été apportée » explique Fidiniavo Ravokatra, ministre des Mines et des ressources stratégiques (MMRS) dans un communiqué en date de la semaine dernière.

Une manière pour le MMRS d'imposer la concrétisation du réforme du code minier avec ou sans l'aval des principaux concernés. Pourtant, dans un pays où le secteur minier représente 30 % des recettes d'exportation, soit six cent millions de dollars, et 40 % des investissements directs étrangers en 2016, selon les chiffres de l'Economic Development Board of Madagascar, le remplacement du code en vigueur depuis 2005 devient ainsi un sujet des plus épineux.

Electrification rurale: 1,2 million de dollars pour développer des mini-réseaux

ARH. | LES NOUVELLES | 24 NOVEMBRE 2020

Le gouvernement des Etats-Unis, à travers l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et l'initiative Power Africa, a accordé à trois entreprises de Madagascar une subvention d'une valeur totale de 1,2 million de dollars pour développer des mini-réseaux électriques dans des zones rurales de l'Amoron'i Mania, Atsimo Andrefana et Boeny. Plus de 5.200 foyers et entreprises bénéficieront du projet.

Power Africa a lancé le programme de subventions pour le développement de mini-réseaux de Madagascar en mai 2020. La subvention, mise en œuvre par le Southern Africa Energy Program (SAEP) de Power Africa, soutiendra les développeurs de mini-réseaux qui ont obtenu des concessions de l'Agence de développement de l'électrification rurale (Ader) mais qui ont du mal à boucler un financement pour leurs projets. De leur côté, les développeurs disposant de mini-réseaux existants devraient utiliser la subvention pour connecter des ménages supplémentaires au réseau. Ce projet soutient l'objectif de l'Etat malagasy d'atteindre 50% d'accès à l'électricité au niveau national d'ici 2023. Dix-sept entreprises ont fait une demande de subvention. Au terme d'une étude approfondie, des subventions ont été attribuées à Autarsys Madagascar, Hydro Ingénierie Etudes et Réalisations (HIER) et Henri Fraise Fils & Cie. Ensemble, ces subventions permettront de fournir de l'électricité à plus de 28.000 personnes dans les régions Amoron'i Mania, Atsimo Andrefana et Boeny.

«Autarsys Madagascar et Henri Fraise Fils & Cie vont construire des mini-réseaux hybrides qui allient panneaux solaires et batteries de stockage, tandis qu'Henri Fraise Fils & Cie construira un nouveau mini-réseau solaire de 100 kW. HIER assurera l'extension d'un mini-réseau hydroélectrique existant dans le cadre du projet présidentiel des 100 villages

pour l'électrification rurale», a précisé hier l'USAID, lors de l'annonce virtuelle des récipiendaires de la subvention.

Promouvoir les investissements dans le secteur de l'énergie. Dans le cadre de Power Africa, SAEP a ciblé 11 pays dont Madagascar, pour promouvoir les investissements dans le secteur de l'énergie et aider les pays participants à accroître la production, le transport et la distribution d'énergie. Grâce à ce programme, les Etats-Unis aident Madagascar à atteindre ses objectifs énergétiques en soutenant des projets hydroélectriques sur réseau, des systèmes solaires domestiques hors réseau et le développement de mini-réseaux. SAEP est également en partenariat avec l'Ecole polytechnique de l'université d'Antananarivo pour renforcer l'expertise locale dans le développement de mini-réseaux.

En septembre 2020, Power Africa a également octroyé 240.000 dollars à l'entreprise sociale franco-malagasy Nanoé pour alimenter 35 dispensaires ruraux desservant 140.000 patients dans le Nord-est de Madagascar. Ces subventions font partie de l'effort du gouvernement américain, à hauteur de 3 millions de dollars, d'accroître la production d'énergie et l'accès à l'électricité dans le pays. Depuis 2018, l'initiative a aidé plus de 57.000 personnes à avoir accès à l'électricité et fournira, d'ici 2022, de l'électricité à plus de 400.000 personnes.

Coopérative Soaloo : Les appuis à l'entrepreneuriat à professionnaliser

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 24 NOVEMBRE 2020

Les organismes offrant des services d'appui à l'entrepreneuriat se développent comme des champignons à Madagascar.

On peut citer, entre autres, des incubateurs, des accélérateurs d'entreprise, des centres d'affaires, des cabinets de consultance, les investisseurs en capitaux ainsi que les ONG. « Force est pourtant de reconnaître que ces services d'appuis sont concentrés dans la Capitale et certaines grandes villes. Les contenus de ces appuis sont souvent introduits de l'extérieur et non adaptés au contexte du pays. En outre, les appuis sont parfois élitistes et destinés aux universitaires. Et ce n'est pas tout, il y a des fournisseurs d'appuis à l'entrepreneuriat non qualifiés ». Njaka Rajaonarison, le Secrétaire général de la coopérative Soaloo, l'a évoqué lors d'une conférence-débat organisée la semaine dernière à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA).

Effet de mode. Et tous les acteurs concernés ayant participé à cette conférence-débat convergent leurs opinions que les appuis à l'entrepreneuriat sont à professionnaliser. Cet événement a été organisé dans le cadre de la célébration de la Semaine Internationale de l'Entrepreneuriat ou GEW 2020. Le thème a d'ailleurs été axé sur « la professionnalisation des appuis à l'entrepreneuriat ». « Il faut que ces appuis répondent aux besoins des entrepreneurs et non pas un effet de mode ou de marketing de l'entité. Est-ce qu'on dispose d'une statistique de



Tous les acteurs ayant participé à cette conférence-débat reconnaissent qu'il faut professionnaliser les appuis à l'entrepreneuriat.

réussite des appuis à l'entrepreneuriat. Et quid des résiliences des entreprises bénéficiaires ? », se demande Andrianaivo Nirina, le directeur général de la CCIA. Quant à Guillaume Rabary Andriandrano, le directeur des Services aux Investisseurs au sein de l'EDBM (Economic Development Board of Madagascar), il a soulevé que l'entrepreneuriat nécessite d'être valorisée du fait de son impact positif sur la croissance et le développement économique du pays, et ce, à travers des innovations du marché et de la création d'emplois.

E-Toolia. Lors de cette conférence-débat, il a présenté une matrice de l'écosystème entrepreneurial qui compose entre autres, le marché, la politique entrepreneuriale, le financement et la gestion du capital humain. En outre, « l'EDBM va lancer à compter de l'année prochaine une boîte à outils dénommée E-Toolia. Il s'agit d'une plateforme digitale regroupant tous les acteurs œuvrant dans le domaine de

la promotion de l'entrepreneuriat, y compris la coopérative Soaloo. Seules les entités professionnelles y seront sélectionnées. Les porteurs de projet, les entrepreneurs et les start-uppers y trouveront toutes les informations nécessaires répondant à leurs attentes », a-t-il précisé. En revenant sur la coopérative Soaloo, elle dispose de coaches-formateurs qui sont notamment des entrepreneurs expérimentés ainsi que des spécialistes en entrepreneuriat certifiés. « Nos services d'appuis sont adaptés au contexte et aux valeurs malgaches. Nous promovons la culture entrepreneuriale qui se différencie du développement personnel », a fait savoir Njaka Rajaonarison, le Secrétaire général de cette coopérative.

Stratégie nationale. Par ailleurs, il a exprimé que la professionnalisation des appuis à l'entrepreneuriat dépend de l'environnement des affaires à Madagascar. « Il faut une reconnaissance du métier, des échanges entre les professionnels et une mise en place d'une charte pour qu'il n'y ait plus de vol de projets des promoteurs, entre autres. Nous contribuons également à l'élaboration d'une politique et d'une stratégie nationale de développement de l'entrepreneuriat. L'application des normes pour les accompagnateurs et d'un référentiel de formation en métier d'entrepreneur ainsi que la certification des coaches ou des formateurs en entrepreneuriat, s'imposent aussi », a-t-il conclu.

Lutte contre le coronavirus : « L'achat de vaccin envisagé pour 2021 » selon le MEF

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 24 NOVEMBRE 2020

«Soucieux de la santé de la population, le gouvernement envisage d'acheter des vaccins anti-Covid l'année prochaine». L'annonce a été faite vendredi dernier par Richard Randriamandrato, ministre de l'Economie et des Finances lors de son intervention à l'Assemblée Nationale.

A ce jour, les frontières de Madagascar sont encore fermées mais le grand argentier espère une réouverture l'année prochaine. Cela permettra un retour progressif de la circulation des personnes. Néanmoins, Richard Randriamandrato demeure « incertain quant à un retour à la normale du tourisme dans l'immédiat ». Il se veut pourtant rassurant en indiquant que «si nous déployons des efforts pour nous

procurer les vaccins qu'il nous faut, cela permettra de relancer progressivement l'économie du pays».

Le projet de Loi de Finances Initiales 2021 présenté par le ministre aux députés est ambitieux. Les recettes fiscales intérieures sont estimées à 3 747.72 milliards d'Ariary soit une hausse significative de 990.72 milliards d'Ariary par rapport à la prévision de la Loi de Finances Rectificative 2020. Les recettes douanières augmenteront de 18%. « Ce ne sont que des prévisions. Tout dépendra de l'évolution de la lutte contre la Covid-19. De nombreuses incertitudes persistent en ce qui concerne l'année 2021 » note le ministre de l'Economie et des Finances.

Actuellement, le Plan Multisectoriel



d'Urgence PMDU est toujours en vigueur. «Si des difficultés liées au contexte sanitaire persistent en 2021, il faudra des mesures plus ou moins similaires à celles prises cette année, et renforcer le PMDU. Mais j'espère que la mise en œuvre de ce plan cessera cette année. Cela améliorera la gestion des finances publiques » conclut Richard Randriamandrato.

Secteur agricole – Cinquante millions d’euros pour la région Sava

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 25 NOVEMBRE 2020

Appuyer l'agriculture durable, c'est en ce sens que le Programme d'Appui au Financement de l'Agriculture et aux Filières Inclusives (AFAFI) du onzième Fonds Européen de Développement (FED) vient d'octroyer un financement à hauteur de cinquante millions d'euros pour la région Sava. Selon les initiateurs, le programme se fixe comme objectif la promotion d'un secteur agricole durable, inclusif, et performant. Aussi, ce programme intervient dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'environnement, la nutrition, ainsi que l'eau et l'assainissement.

« L'atteinte de cet objectif passe par



l'amélioration de la gouvernance du secteur agricole, avec des appuis aux Services Techniques Déconcentrés (STD) et aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ainsi qu'aux Organisations Paysannes (OP) dans les trois régions concernées afin

qu'ils assurent leurs rôles au bénéfice de la population cible. Cet objectif repose alors sur l'amélioration de la productivité, de la rentabilité et de la durabilité des chaînes de valeur agricoles. Certaines chaînes de valeur retenues par AFAFINord font l'objet d'appuis spécifiques, notamment via le cofinancement du programme PAGE-GIZ dans le district d'Ambilobe, et d'appuis conseils via le Centre Technique Horticole » explique Onisoa Rajaobelimanana, chargée de ce programme auprès du Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure.

Marché interbancaire de devises - L'ariary reprend son souffle

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 25 NOVEMBRE 2020

Le dollar au-dessous de la barre des 3 900 ariary et l'euro s'échange à 4 600 ariary. La monnaie nationale commence à reprendre son souffle sur le Marché interbancaire de devises (MID). En effet, le billet vert américain coûte actuellement 3 861 ariary s'il valait 3 951 ariary il y a un mois. Tandis que la monnaie européenne se vend désormais à 4 563 ariary si elle atteignait 4 660 ariary durant la même période. Questionnée sur le sujet, une responsable auprès de la Banque centrale de Madagascar (BFM) a expliqué que « le taux de change dépend de l'offre et de la demande de devises sur le MID.

Le pays a sûrement accumulé beaucoup plus de monnaies étrangères au cours du dernier mois ». Etant donné que la balance commerciale de Madagascar reste déficitaire et que l'échange sur le marché mondial se trouve encore au

ralenti, cette revalorisation de l'ariary peut s'expliquer par la dévaluation de l'euro par rapport au dollar, dont le taux est compris entre 0,07 et 0,18 % au cours des quatre derniers jours.

Prévision 2021

Dans la loi de Finances initiale (LFI) 2021, la parité dollar / ariary est attendue à 3 936 ariary en 2021, soit une dépréciation de -3,7 % par rapport à l'estimation prévue pour l'année 2020. Par ailleurs, le dollar reste la principale monnaie d'échange pour le commerce international, et a donc tendance à s'apprécier naturellement. Néanmoins, l'ariary devrait être soutenu par différents facteurs, notamment la reprise attendue de l'activité touristique à partir du premier trimestre 2021, le retour progressif à un niveau d'activité d'avant-crise pour les Zones franches, représentant 27,9 % des recettes d'exportation en 2019 ainsi que



l'augmentation des Investissements directs étrangers (IDE). La BFM prévoit aussi de constituer davantage de réserves de change et d'or afin de se prémunir contre les fluctuations importantes des principales devises utilisées dans les échanges, à l'exemple du dollar. Des dispositions, entre autres le renforcement du contrôle de rapatriement des recettes d'exportation, seront prises d'une commune mesure par l'Etat et la Banque centrale afin de lutter contre les fuites de devises.

Coopération : Le PNUD confirme son engagement à soutenir Madagascar

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 25 NOVEMBRE 2020

La représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Natasha Van Rijn a effectué, avant-hier, une visite officielle auprès du ministre de l'Economie et des Finances, Richard Randriamandranto. Une occasion pour les deux personnalités de faire un tour d'horizon sur les relations entre Madagascar et le PNUD. On rappelle que récemment le ministère de l'Economie et des Finances et le PNUD ont organisé l'atelier de revue annuelle et de planification stratégique des projets et programmes soutenus par le PNUD à Madagascar. Le PNUD accompagne les



La représentante résidente du PNUD Natasha Van Rijn a rencontré le ministre de l'Economie et des Finances, Richard Randriamandranto

efforts nationaux dans les domaines de la promotion de la croissance inclusive et la lutte contre la pauvreté ; du soutien à la gouvernance démocratique, la

paix, la justice et la redevabilité ainsi que la protection de l'environnement et l'adaptation au changement. Lors de cet atelier qui a duré deux jours, les participants ont procédé à la revue des résultats stratégiques obtenus selon les appuis apportés aux différents ministères et partenaires nationaux de développement. Ils ont également identifié les orientations pour la prochaine année et le nouveau cycle de programmation du PNUD et du gouvernement de Madagascar à partir de juillet 2021. Le PNUD reste engagé à soutenir les efforts de développement et de l'émergence du pays.

APB : Le point sur la situation des emprunteurs

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 25 NOVEMBRE 2020

Durant le confinement, des mesures exceptionnelles ont été mises en place par l'Association Professionnelle des Banques APB à Madagascar pour soutenir les entreprises et les clients impactés par la crise sanitaire. Des différés de remboursement ont été accordés à ceux qui ont contracté un crédit. Quelle est la situation actuelle des emprunteurs? Alexandre Mey, président de l'APB, a répondu aux questions de la rédaction lors d'un bref entretien.

Qu'en est-il de la capacité de remboursement des particuliers qui ont contracté des emprunts bancaires?

Des efforts ont été déployés par les banques durant l'état d'urgence sanitaire. En ce qui concerne les particuliers, beaucoup ont bénéficié de report d'échéance. Les dernières vagues de report ont eu lieu au mois de septembre. Pour l'instant, la reprise des échéances se fait plutôt dans d'assez bonnes conditions, à part quelques situations où les employeurs restent en difficulté. Néanmoins, il faudra observer les comportements des particuliers dans les prochains mois. Nous aurons peut-être une vérité des prix à partir de début 2021.

La situation est-elle la même pour les entreprises ?

Les trésoreries de certaines entreprises sont relativement asséchées. Globalement, on constate quand même une résilience généralisée. Tout dépend des secteurs. Les efforts consentis par la plupart des banques à l'endroit des entreprises leur ont permis de bénéficier d'un accompagnement pour la relance. Nous sommes dans l'amorce de cette relance. Mais il ne faut pas se voiler la face. Il y a des secteurs dépendant de l'extérieur, notamment les partenaires du tourisme, qui souffrent beaucoup et qui puisent dans leurs dernières ressources pour s'en sortir. Ils ont besoin d'une aide supplémentaire. Tout va dépendre de l'issue de la pandémie. Actuellement, nous faisons preuve d'optimisme quant à



l'existence d'un vaccin. Par contre, il ne faut pas s'attendre à une reprise du tourisme avant le deuxième semestre de l'année prochaine.

Quels seront justement les impacts de l'arrivée du vaccin sur notre économie ?

L'arrivée d'un vaccin est de nature à redonner le moral à tout le monde (particuliers et entrepreneurs). Mais il faut prendre en compte la durée de production et de diffusion du vaccin dans le monde pour espérer s'en sortir. Il y a une lueur d'espoir mais il va falloir tenir bon, attendre et résister encore une bonne année.

Salon de la créativité « Voatra » - Le « Vita Malagasy » à l'ère du numérique

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 25 NOVEMBRE 2020

Allier la technologie et l'artisanat. Le salon de la créativité « Voatra », organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA) commence ce jour et s'achève ce samedi à l'annexe CCIA Antanimena. Pour cette septième édition, les organisateurs ont choisi le thème « Le Vita Malagasy à l'ère du numérique. « Cette édition revêt un caractère particulier, dans la mesure où elle est préparée dans le contexte de la relance économique. La crise sanitaire de la Covid-19 a témoigné l'obligation des entreprises de se redéfinir et de repenser leurs méthodes de fonctionnement pour intégrer les nouvelles contraintes, nées

de la crise et les conséquences sur les activités économiques.

C'est ainsi que cette période de coronavirus a mis en lumière la nécessité de se recentrer sur son territoire et de réduire la dépendance aux produits étrangers. La Chambre souhaite également accélérer la transition numérique» explique Hery Nirina Andrianaivo, directeur général de la CCIA, hier lors d'une conférence de presse. Quarante artisans vont alors exposer leurs produits pendant les quatre jours du salon. La CCIA favorisera la mise en relation des entreprises à travers la plateforme digitale « Bazar Mada ». Par ailleurs, des conférences



sur la transformation digitale des entreprises, le développement numérique et la protection des données personnelles, le développement de la « Paositra Rapida » en appui au secteur privé figurent aussi dans le programme.

Atsimo Andrefana: focus sur la promotion des chaînes de valeur

ARH | LES NOUVELLES | 25 NOVEMBRE 2020

Aquaculture, agrobusiness, élevage... L'Atsimo Andrefana regorge de potentiels économiques énormes mais nombre de ces ressources et chaînes de valeur demeurent inexploitées, non structurées ou mal gérées. C'est face à ce constat que l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) et ses partenaires institutionnels et locaux (MAEP, MTTM, Mica, FCCIM, CCI Toliara...) organisent le Business forum régional Atsimo Andrefana, du 1er au 3 décembre à Toliara, sous la thématique «Emergence régionale : promouvoir les chaînes de valeur prioritaires et l'industrialisation».

Ce Business forum visera à réunir les décideurs du secteur

public, les opérateurs du secteur privé local, des IDE et les PTF sur un même plateau, afin d'identifier les projets et opportunités d'investissements, explorer des pistes de partenariats et de dégager des solutions aux problématiques locales freinant l'investissement. L'Atsimo Andrefana est choisie pour être la première à inaugurer la série de business forums régionaux. Une réunion préalable en vue d'un dialogue public-privé a eu lieu le 23 novembre. A cette occasion, les opérateurs locaux ont manifesté leur enthousiasme par des travaux de groupes sur les problématiques de la filière riz et toute la chaîne de valeurs (maïs, grains secs...).

Secteur extractif – Bras de fer entre la société APC et les employés de Kraoma

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 26 NOVEMBRE 2020

La situation à Brieville continue de s'empêtrer, les employés se désolent des onze mois de suspension d'activités.

Grogne grandissant chez les employés de Kraoma. Ces derniers tentent, depuis quelques jours, de mettre des bâtons dans les roues des poids lourds de la société APC. Ces poids lourds chargés de transporter le chrome produit à Brieville vers Toamasina ne peuvent ainsi pas accomplir leurs tâches.

« À la base, la société APC Drilling est un simple prestataire de notre société. Elle avait pour mission d'assurer les sondages et forages pour le compte de Kraoma pour se voir acquérir, plus tard, des permis miniers dans la zone chromifère d'Andriamena. Cette société est devenue, au fil des années, une société de transport et un sous-traitant de Kraomita Malagasy S.A., transportant des minerais venant directement des mines. En parallèle, Kraoma est encore en suspension d'activité. D'où notre contestation » s'insurge un des représentants des employés de Kraoma souhaitant garder l'anonymat.

Dans un contexte où le gel des permis miniers est encore effectif, le prestataire de Kraoma a ainsi pu obtenir le fameux sésame pour continuer ses activités malgré que la société mère tombe de plus en plus dans le déclin. Prospère jusqu'au début des années 2000, la société Kraoma se trouve dans



l'impasse aujourd'hui. Un trésor qui ne demande qu'à être exploité et bien géré.

Exportation empruntée

Une bonne gestion qui peine toujours à se mettre en place jusqu'à aujourd'hui. À l'image du partenariat inabouti entamé avec la société russe Ferrum Mining qui est partie à l'anglaise l'année dernière. Avec quatre sites à son actif, Bemanevika, Anempitra, Andriamena et Befandriana dont les réserves sont estimées à des dizaines de millions de tonnes, Kraoma à elle seule peut être un levier de l'économie et du développement.

Au mois d'octobre 2018, un second contrat appelé « contrat d'amodiation » avait été signé sur les permis d'exploitation de Kraoma S.A.

L'amodiation consiste en un louage pour une durée fixe ou indéterminée, sans faculté de sous-louage, de tout ou partie des droits attachés à un droit minier ou une autorisation de carrières. Ce contrat impliquait alors que Kraoma S.A. devait cesser toute exploitation dans les périmètres indiqués par ces permis où, pourtant, se trouvent les trois grands gisements de chromite de Madagascar. Ce, pour laisser la place à la Société Russe, la Kraoma Mining SARL. Pour le moment, les exploitations plafonnent à près de 30% des réserves disponibles sur ces quelques sites à potentiel.

La société APC Drilling, du côté d'Andriamena, arrive ainsi à maintenir ses activités d'exploitation. Cependant, pour ce qui est de la phase d'exportation, elle se retrouve face à un bloc. L'ensemble des employés de Kraoma estime que APC n'est pas en droit de maintenir ses activités si la société qui l'emploie, elle-même, est en déclin et en suspension d'activité depuis plus d'un an.

« D'ailleurs de quelle manière cette société a pu obtenir une autorisation d'exportation au nom de Kraoma? » s'interrogent ces représentants des employés de Kraoma.

Marché des devises : « Dépréciation limitée de l'ariary », selon le PLFI

ARH | LES NOUVELLES | 26 NOVEMBRE 2020

Madagascar connaît une dépréciation annuelle de sa monnaie vis-à-vis des devises de référence (dollar US, DTS, euro), si l'on se réfère aux prévisions du Projet de loi de finances initiale pour 2021 (PLFI). Néanmoins, la reprise des exportations pourrait donner un nouveau souffle à l'ariary par rapport notamment au dollar et à l'euro.

Cette « dépréciation limitée » se justifierait, entre autres raisons, par « une balance commerciale structurellement déficitaire et un niveau d'inflation historiquement supérieur à celui de ses pays partenaires ». Sur le marché interbancaire de devises (Mid) en clôture de marché hier, le dollar s'échangeait à 3.823,75 ariary et l'euro à 4.545,77.

Les prévisions du PLFI parle du fait que « La parité dollar US / ariary est attendue à 3.936,7 en 2021 (moyenne de période), soit une dépréciation de -3,7% par rapport à l'estimation prévue pour l'année 2020 ». L'utilisation du dollar comme principale monnaie d'échange pour le commerce international conforte sa force à s'apprécier naturellement.

Néanmoins, selon toujours les prévisions du PLFI « L'ariary devrait être soutenu par la reprise attendue de l'activité touristique à partir du premier trimestre 2021, le retour progressif à un niveau d'activité d'avant-crise pour les zones franches (27,9% des recettes d'exportation en 2019) ainsi que l'augmentation des investissements directs étrangers (IDE) ».

Recettes d'exportation

La Banky foiben'i Madagasikara (BFM) prévoit de constituer davantage de réserves de change et d'or afin de se prémunir

contre les fluctuations importantes des principales devises utilisées dans les échanges telles que le dollar US. Des dispositions, telles que le renforcement du contrôle de rapatriement des recettes d'exportation, seront prises d'une commune mesure par l'Etat et la BFM afin de lutter contre les fuites de devises.

Si la valeur de l'euro a atteint son niveau le plus élevée par rapport à l'ariary au mois de septembre, soit à plus de 4.600 ariary, la BFM a indiqué au mois d'octobre que cette dépréciation aura peu d'impact sur la situation à Madagascar, étant donné que 60% des transactions internationales que réalise Madagascar s'effectuent en dollar et les 30% restantes, en euro.

Et la forte baisse des exportations constitue une des causes de la dépréciation de l'ariary, face notamment aux deux principales devises de référence. La vanille, le nickel et le cobalt par exemple, représentent à eux seuls 50% des recettes d'exportations de Madagascar. Quoi qu'il en soit, avec une éventuelle reprise des activités d'Ambatovy, dont le nickel est le premier produit d'exportation de Madagascar, l'ariary pourrait reprendre son souffle.

Noro Andriamamonjariison – CCIA : Les entreprises sont encore en difficulté

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 26 NOVEMBRE 2020

Depuis sa création en 1920, la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA) a pour vocation d'apporter un appui au secteur privé. Cette mission est d'autant plus importante dans ce contexte de crise sanitaire. Noro Andriamamonjariison, présidente de la CCIA, nous partage son point de vue sur la situation actuelle des entreprises.

Globalement, comment se portent actuellement les entreprises ?

La crise n'est pas encore finie pour les entreprises. Elles sont encore dans une situation difficile. On essaie de faire ce qu'on peut. Les marchés ne sont pas là, le commerce n'est plus aussi développé qu'il l'était. Les frontières ne sont pas ouvertes. Il ne faut pas croire que tout va bien. Le salon de la créativité Voatra qui se tient pendant quatre jours à l'annexe de la CCIA (ESTI Antanimena) s'inscrit vraiment dans l'initiative d'appuyer la relance des entreprises.

Quels ont été les appuis apportés par la CCIA à ses membres durant cette crise sanitaire ?

Nous avons commencé à soutenir les membres au moment de la crise par la mise à disposition d'un service de mailing gratuit pour qu'ils puissent faire connaître leurs produits. C'est toujours d'actualité. Nous les informons sur toutes les initiatives du monde car nous sommes en contact avec les chambres de commerce de l'étranger. Nous avons organisé dans le cadre du centenaire une série de conférences, des B to B en visioconférence pour permettre aux entreprises de promouvoir leurs produits à l'international et les vendre en contournant les contraintes de la crise sanitaire.

Combien d'adhérents compte la CCIA ?

Nous n'avons pas connaissance du nombre exact des membres. Cela parce qu'une entreprise devient automatiquement membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie du moment qu'elle est régulière et qu'elle paye ses taxes et impôts. Les ressortissants sont toutes les entreprises formelles et en règle vis-à-vis des impôts.

Quel défi souhaitez-vous relever à l'occasion du centenaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo ?

Le défi est d'être encore plus près des entreprises. Nous avons voulu mettre les entreprises au cœur de la célébration de ce centenaire pour les aider à développer leurs activités et faire



un saut quantitatif. Chaque fois que nous organisons le salon Voatra, nous remarquons des petites productions de bonne qualité. Comment faire pour augmenter en dimension ces

entreprises ? Nous voudrions les accompagner pour qu'elles puissent devenir des industries de moyenne dimension pour le marché local. Après la covid, l'enjeu est de développer le marché local et cesser de dépendre de l'étranger.

Qu'en est-il de la situation actuelle du patrimoine de la CCIA ?

Nous avons un patrimoine important qui s'étend d'Ankorondrano à Antanimena et également à Antaninarenina. Ce patrimoine fait l'objet de convoitises. Nous avons plusieurs procès en cours à cause des squatteurs qui s'approprient nos terrains. La rentabilisation de ce patrimoine permettra de faire fonctionner la Chambre et d'aider les entreprises. Nous remercions l'Etat pour ses subventions mais nous ne pouvons pas en dépendre. Il est important pour nous de protéger ce patrimoine et de le faire fructifier pour servir les adhérents.

Auriez-vous un message à passer aux autorités ?

Parfois, certaines autorités croient que tout va bien. Avec cette pandémie, il est incompréhensible de réclamer les impôts et de procéder à des contrôles fiscaux. Nous avons perdu en capacité et en trésorerie. Il faut nous laisser le temps de souffler, cela est surtout valable pour les PME. Il est important de leur permettre de se remettre en marche. Nous attendons donc plus de compréhension et de soutien de la part des autorités.

L'ACM dans une zone de turbulence: une AGE du CA prévue en décembre

MANOU | LES NOUVELLES | 26 NOVEMBRE 2020

Les rumeurs sur la situation de trouble au sein de l'Aviation civile de Madagascar (ACM) se confirment. Son président vient d'annoncer, hier, la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire (AGE) du Conseil d'administration (CA) pour désamorcer la bombe, le 10 décembre.

«L'Aviation civile de Madagascar (ACM) traverse une zone de turbulences actuellement», selon le président de son Conseil d'administration (CA), Robert Razafy, qui s'est finalement ouvert sur la situation hier.

«Nous avons prévu de tenir une Assemblée générale extraordinaire (AGE) du CA le 10 décembre pour essayer de recoller les morceaux avant les éventuelles interventions des

instances internationales», a-t-il déclaré à cet effet. Il a ajouté par ailleurs que les requêtes émanant des employés et les différentes publications médiatiques ont dicté cette démarche afin de sauver cette institution.

«Les membres devront statuer sur les dispositions nécessaires au rétablissement de la situation, conformément à l'attribution dévolue au conseil pour préserver les acquis de l'ACM qui a déjà réussi l'exploit de sortir le pays de l'annexe B depuis quelques années», selon ses révélations.

Pour rappel, un peu moins d'une vingtaine d'employés de l'ACM ont été entendus au niveau du Pôle anti-corruption la semaine passée dans le cadre d'une enquête liée à des



suspensions de favoritisme dans l'octroi et le renouvellement du Certificat de transport aérien délivré à une compagnie. L'instruction du dossier suit son cours et en attendant, une partie des concernés ont été placés sous mandat de dépôt et d'autres ont bénéficié d'une liberté provisoire.

Région Sava: le kilo de la vanille préparée à 100.000 ariary

ARH | LES NOUVELLES | 27 NOVEMBRE 2020

Les opérateurs sont aux abois. De 200.000 ariary en début de semaine, le kilo de la vanille préparée a dégringolé depuis trois jours jusqu'à 100.000 ariary dans la Sava. Pourtant, le cours s'affichait encore autour de 300.000 à 350.000 ariary, deux semaines après l'ouverture de la campagne d'exportation au 15 septembre. Les opérateurs insistent sur la révision du prix de référence imposé par le ministère de tutelle.

Après des années de flambée des prix et un pic à 550 dollars le kilo en 2018, le secteur de la vanille est marqué depuis l'année dernière par une baisse significative. Pour éviter une chute brutale du cours sur ce marché instable, le gouvernement malagasy a fixé un prix minimum à l'exportation, à 250 dollars le kilo (environ 950.000 ariary). Malgré ce tarif divisé par deux par rapport à 2018, les commandes ont encore du mal à trouver preneurs.

Or sur le marché local également, le prix dégringole pour atteindre 100.000 ar/kg ces trois derniers jours, contre 200.000 ar/kg en début de semaine, selon quelques sources interrogées. Pourtant, le cours s'affichait encore autour de 300.000 à 350.000 ariary deux semaines après l'ouverture de la campagne d'exportation au 15 septembre. Une fois encore, les opérateurs de la vanille de la Sava qui enchaînent les réunions de concertations depuis la semaine dernière, insistent sur la révision du prix Fob de référence minimum pour la vanille à l'exportation qui a été fixé à 250 dollars/kg. Les exportateurs de vanille ont du mal à trouver un contrat d'achat avec ce prix, selon leurs dires. Car sur le marché international, les acheteurs n'acceptent que les prix



avoisinant les 200 dollars/kg.

515 tonnes de vanille exportées

515 tonnes de vanille ont été exportées depuis le 15 septembre jusqu'à ce jour, comme l'a fait savoir hier la ministre en charge du Commerce, Lantsoa Rakotomalala, qui a aussi indiqué que la campagne se déroule suivant la «normale de consommation», par rapport à la même période pour chaque année. 86% des 515 tonnes proviennent de la Sava et le pic dans les opérations d'exportation devrait être atteint au mois de mars et avril. Le pays prévoit d'exporter pour cette campagne 2020-2021, 15.000 tonnes pour 23 pays acheteurs.

Par rapport à la grogne des opérateurs, le ministère tient notamment à veiller sur l'application des prix de référence de 250 dollars/kg. La ministre a rappelé que le Conseil national de la vanille (CNV) a déjà été mis en place depuis le mois de mai. Les travaux effectués par le conseil consistaient notamment en la fixation des dates de campagnes, la définition des prix de référence sur le marché, ainsi que la validation des agréments d'exploitation. Selon ses dires, le CNV se penche actuellement sur la sécurisation de la filière vanille, le contrôle de qualité et la coordination des textes et réglementation sur l'ensemble de la filière.

Exportation de vanille - La ministre de l'Industrie dresse un bilan positif en deux mois

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 27 NOVEMBRE 2020

Un retour à la normale de la consommation annoncé. La ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) Lantsoa Rakotomalala a établi un bilan positif de l'exportation de la vanille, hier, à Anosy. Deux mois après le lancement officiel de la campagne d'exportation, les opérateurs ont déjà exporté près de 515 tonnes de vanille vers 23 pays importateurs. « Contrairement à ce que l'on fait croire, la vanille de Madagascar reçoit des commandes malgré la crise sanitaire et la fixation du prix de référence.

La Grande Ile a déjà exporté 515 tonnes de vanille au cours des deux derniers mois dont les principaux acheteurs viennent de l'Europe, 14% des Etats-Unis et 11% de Canada. Nous avons déjà atteint 30% de notre objectif annuel qui s'élève à 1 500 tonnes pour cette campagne 2020-2021. Ces vanilles proviennent de SAVA puisque la Région assure 80% de la production totale », annonce le numéro un du département.

Concernant la contestation du prix de référence de la vanille préparée et stabilisée à 250 dollars le kilo à l'exportation et 650 000 ariary sur le marché local, la ministre a souligné que ce tarif est maintenu jusqu'à la fin de la campagne. « Ce prix de référence évite la chute brutale de l'or vert comme a été le cas il y a quelques années où le kilo des vanilles préparées est descendu jusqu'à 20 dollars. Malgré les polémiques



et les vagues de contestations, la précédente campagne a également témoigné que le pays arrive à dépasser sa performance moyenne en passant de 1 300 tonnes à 1400 tonnes ». Le Gouvernement reste toujours en position de leader mondial sur le marché international et surveille de près la filière puisqu'elle génère près de 500 millions de dollars de devise.

Exportation de chrome – Les employés de Kraoma dans l'impasse

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 NOVEMBRE 2020

Les employés de Kraoma tiennent tête à la concurrence à leur manière. Le ton monte à Brieville entre eux et la société APC.

En ordre. Les échauffourées entre les employés de la société Kraoma et les dirigeants de la société APC s'intensifient à Brieville. Les premiers tentent de bloquer les activités d'APC depuis quelques jours en immobilisant les poids lourds de cette dernière. Des véhicules destinés à transporter le chrome exploité dans un certain carré minier à Brieville vers la ville portuaire de Toamasina.

Joint au téléphone hier, Fidiniavo Ravoakatra, ministre des Mines et des ressources stratégiques (MMRS) précise que « les documents d'autorisation de la société APC Drilling sont en ordre par rapport à l'administration. Des autorisations qui leur ont été octroyées du temps du régime HVM que nous avons retenues, par souci du respect du concept de continuité de l'État ».

Une manière pour ce responsable d'avancer que les permis d'exploitation, d'exportation et environnementaux acquis par l'ancien prestataire de



Kraoma se trouvent être dans la légalité depuis des années. Les négociations entre APC Drilling et les employés mécontents de Kraoma se poursuivent actuellement. « Négociations entamées pour éviter toute forme d'altercation ainsi que des impacts au niveau social sur les localités environnantes » ajoute le MMRS.

Carré minier

Avec quatre sites à son actif, Bemanevika, Anempitra, Andriamena et Befandriana dont les réserves sont estimées à des dizaines de millions de tonnes, Kraoma à elle seule peut être un levier de l'économie et du

développement.

Les employés de Kraoma sont en situation de suspension d'activité depuis presque deux ans. Une situation qui provoque des tensions sociales compréhensibles. D'un autre côté, « avec son carré minier situé du côté d'Andriamena, environnant les mêmes zones d'exploitation que Kraoma, la société APC Drilling arrive à faire tourner ses machines. D'où la réaction de mécontentement des employés de la société mère » rempile Fidiniavo Ravoakatra.

En effet, à la base, la société APC Drilling est un simple prestataire de notre société. Elle avait pour mission d'assurer les sondages et forages pour le compte de Kraoma et finit par acquérir, des permis miniers dans la zone chromifère d'Andriamena. Cette société est devenue une société de transport et un sous-traitant de Kraomita Malagasy S.A., transportant des minerais directement des mines.

Sécheresse : 9 régions touchées, pénurie d'eau potable à craindre

ANTSARA R. | MIDI MADAGASIKARA | 27 NOVEMBRE 2020

Il s'agit d'une véritable « crise d'insuffisance d'eau, faute de précipitation suite aux effets du changement climatique », selon le MEAH (ministère de l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène). En effet, presque la moitié du pays est aujourd'hui menacée d'insuffisance d'eau, sans compter le grand Sud. La baisse substantielle des ressources en eau et les tarissements des eaux de surface touchent les régions Analamanga, Haute Matsiatra, Betsiboka, Vakinankaratra, Amoron'i Mania, Boeny, Itasy, Analanjirofo et

Alaotra Mangoro. D'après le MEAH, ce phénomène impacte le débit de l'eau potable dans les systèmes d'adduction, dans plusieurs zones, notamment Antananarivo et Fianarantsoa.

Solutions. Pour résoudre ce problème, le MEAH met actuellement en œuvre des solutions d'urgence spécifiées, selon l'ampleur de la pénurie d'eau dans chaque zone. Hier, le ministre Voahary Rakotovelomanantsoa et son équipe, accompagnés de représentants de la Jirama et des autorités locales du

district d'Atsimondrano, ont fait une descente dans les quartiers en situation d'urgence à l'exemple de la commune d'Itaosy. Comme solution à moyen terme, 120 citernes de 10m³ alimentées en eau par 6 camions citernes seront mises en place. Selon le MEAH, environ 600m³ d'eau par jour ravitailleront les habitants dans ces quartiers. Outre cette initiative, six autres camions citernes de 20m³ renforceront cette capacité d'approvisionnement en eau des citadins urbains et péri-urbains.

Assainissement et aménagement urbain : Résolutions des assises présentées et signées ce jour

ANTSARA R. | MIDI MADAGASIKARA | 27 NOVEMBRE 2020

Les assises de l'assainissement et aménagement urbain se terminent ce jour. Cet événement qui se tient à l'Hôtel de ville à Analakely a réuni les représentants de diverses entités du secteur public, du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers, qui œuvrent pour le développement urbain dans la ville d'Antananarivo et ses environs. Pour cette dernière journée de concertation, le MATP (ministère de l'Aménagement et des travaux publics), initiateur de l'événement, présentera un rappel et



une synthèse des premières discussions du 24 novembre dernier, ainsi que

les objectifs des assises. Le Schéma directeur d'assainissement (SDA) sera également présenté sous divers angles, suivant le volet économique et financier, le volet institutionnel, ainsi que sa feuille de route. Selon les organisateurs, le document officiel des résolutions des assises sera également présenté dans l'après-midi et signé par les principales parties prenantes, notamment le MATP, le MEAH (ministère de l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène), ainsi que de la CUA (Commune urbaine d'Antananarivo).

Consommation – Le prix du riz devient irrésistible

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 NOVEMBRE 2020

LE KAPOAKA du riz coûte actuellement entre 600 et 1200 ariary. 700-750 ariary pour le Makalioka et le Vary Gasy dans la capitale, à Fianarantsoa et à Toliara. Entre 1000 et 1200 ariary dans l'Androy, l'Anosy, Diana et Sava, toutes variétés confondues. 600 ariary dans les régions dites productrices de riz, telles que le Bas-Mangoky ou l'Alaotra. Avec les impacts de la Covid-19, les ménages suffoquent et beaucoup se demandent sur les actions concrètes de l'État, hormis les effets d'annonce sur la loi incontournable de l'offre et de la demande, ou encore la chasse aux opérateurs profiteurs. Les jeux politiques autour de la denrée nationale ne cessent et ne cesseront pas. Rien qu'à constater le prix yoyo du riz sur le marché, qui devient une habitude pour les consommateurs, mais ils n'ont d'autres alternatives que de remercier le ciel s'ils arrivent à obtenir ne serait-ce qu'un plat par jour. L'autosuffisance rizicole semble encore loin malgré les 1 300 000 ha de superficie rizicole dont le pays dispose. Quand et comment sortir du cercle vicieux des politiques infructueuses pour s'attribuer le nom de « grenier à riz » de l'océan Indien ?

Les localités à accès difficile subissent le prix fort. Les régions Androy et Anosy notamment qui se retrouvent enclavées avec la dégradation de la RN13, paient le prix fort. D'autres régions comme Diana ou Atsimo-Atsinanana en font également les frais. La région SAVA, réputée pour la vanille est jugée riche, mais la réalité est toute autre au niveau microéconomique. Bien des ménages vivent dans la pauvreté, car depuis trois campagnes, la vanille ne rapporte pas.

« Le kapoaka (boîte de lait concentré) du riz atteint 1200 ariary alors que nous n'entamons pas encore la période réelle de soudure. À combien s'achètera-t-il au mois de janvier », s'interroge un habitant de Sambava. Selon des statistiques datant de 2016, la SAVA enregistre un déficit de 18 649t par an pour un besoin de 114kg de riz par an et par habitant. Alors qu'Andapa est indiqué être un grenier à riz pour toute la région, celle-ci se ravitaille encore ailleurs. Car ce district subit des problèmes liés à l'environnement et à l'appauvrissement des sols, la capacité du bassin versant n'étant utilisée qu'au tiers. Les cultures agricoles ont nettement diminué depuis trente ans. Dernièrement, on rapporte 12900t de paddy par an seulement d'où ce déficit de 18649t en riz blanc.



Des prix du riz aussi divers que ses variétés, locales ou importées.

Des régions exposées aux risques

Certaines régions sont davantage productrices que d'autres. La SAVA accuse une hausse du prix du riz car le district d'Andapa n'en produit pas encore assez et les frais de transport depuis la région Sofia ou Toamasina où il peut trouver cet aliment de base, coûtent chers. L'Observatoire du Riz avance quelques régions et localités décrites comme en difficulté alimentaire dans ses analyses sur le prix du riz en une période donnée.



Avec cette sécheresse continue, les épis de riz risquent de brûler.

Il cite Androy, Atsimo-Atsinanana, Amboasary, Betioky, Sakaraha, Mananjary, Vondrozo, Vohipeno. Ces difficultés sont dues à l'enclavement, aux problématiques climatiques et à l'insuffisance de production, selon les explications d'un technicien du ministère de l'Agriculture.

La sécurité alimentaire des régions est liée à l'abondance des récoltes ainsi qu'au niveau et à la stabilité du prix

du riz. Une étude plus poussée publiée dans « Mondes et développement en 2007 », et décortiquant la pauvreté et la vulnérabilité alimentaire dans le Sud de Madagascar, définit mieux la corrélation entre la sécurité alimentaire et la pauvreté. « ... Les systèmes de production sont fragiles. Et la difficulté du climat et l'absence de grands aménagements hydro-agricoles accentuent la vulnérabilité... Le système agropastoral est fragilisé dans un milieu aride, l'orientation des ménages vers l'autosubsistance, qui est rarement assurée, ainsi que l'enclavement sont autant de facteurs qui bloquent les revenus des ménages... »

Incapacité... de production

Certaines régions sont davantage productrices que d'autres. La SAVA accuse une hausse du prix du riz car le district d'Andapa n'en produit pas encore assez et les frais de transport depuis la région Sofia ou Toamasina où il peut trouver cet aliment de base, coûtent chers. L'Observatoire du Riz avance quelques régions et localités décrites comme en difficulté alimentaire dans ses analyses sur le prix du riz en une période donnée. Il cite Androy, Atsimo-Atsinanana, Amboasary, Betioky, Sakaraha, Mananjary, Vondrozo, Vohipeno. Ces difficultés sont dues à l'enclavement, aux problématiques climatiques et à l'insuffisance de production, selon les explications d'un technicien du ministère de l'Agriculture.



La sécurité alimentaire des régions est liée à l'abondance des récoltes ainsi qu'au niveau et à la stabilité du prix du riz. Une étude plus poussée publiée dans « Mondes et développement en 2007 », et décortiquant la pauvreté et la vulnérabilité alimentaire dans le Sud de Madagascar, définit mieux la corrélation entre la sécurité alimentaire et la pauvreté. « ... Les systèmes de production sont fragiles. Et la difficulté du climat et l'absence de grands aménagements hydro-agricoles accentuent la vulnérabilité... Le système agropastoral est fragilisé dans un milieu aride, l'orientation des ménages vers l'autosubsistance, qui est rarement assurée, ainsi que l'enclavement sont autant de facteurs qui bloquent les revenus des ménages... »

Insuffisance et... spéculations

Le riz local s'avère insuffisant malgré les projets d'amélioration et de développement de la filière aux quatre coins de l'île. Au mois de septembre, AtsimoAndrefana, en particulier, a importé 10 000t de riz du Pakistan pour renflouer les offres locales. Une importation censée tenir trois mois. Du riz import qui a été envoyé dans les régions Androy, Anosy et Ihorombe. Mais en ce mois de novembre, il n'y a plus de stock. Le «Vary gasy» d'Imerintsiasosika et d'Antananarivo, le riz import stocké à Toamasina, et le « Makalioka » de l'Alaotra sont envoyés à Toliara à la rescousse. D'après les enquêtes menées auprès de quelques grossistes, le kapoaka à 750 ariary sur les étals du Bazar-be de Toliara s'explique comme suit : le prix d'achat du « Vary gasy » d'Imerintsiasosika est de 93 250 ariary le

Type de riz	Prix d'achat en ariary	Frais de transport en ariary	Frais de manutention	Prix de revient en gros
Vary Gasy d'Imerintsiasosika	93250	9000	1000	104250

Explications sur la structure du prix du riz par sac outre que le local dans l'Atsimo Andrefana

sac de 50kg, les frais de transport par sac est de 9000ariary, 1000ariary par sac pour le frais de manutention, ce qui donne un prix de revient en gros à 104 250 ariary.

Spéculations et régulations

Des habitants d'Ambovombe dans l'Androy racontent que le riz fait l'objet de spéculation. « La spéculation n'est pas une chose nouvelle, mais les autorités à tous les échelons n'y peuvent rien depuis des années. Tout le monde sait que le riz est stocké quelque part pour profiter ensuite d'un prix élevé quand presque tout le monde n'en a plus. Chez nous, le riz a été dissimulé depuis le mois d'août. D'où le kapoaka acheté à 1000 ariary actuellement », témoignent-ils. Le riz vient d'Atsimo-Andrefana ou de la capitale. L'approvisionnement par l'Anosy est aléatoire, car il est indiqué que le port d'Ehoala ne peut pas recevoir du riz en vrac, mais seulement en conteneur. Et la spéculation ne se voit pas qu'à Ambovombe. Le ministère du Commerce annonce des « régulations » en effectuant périodiquement des contrôles sur le marché. Mais cela suffit-il à pallier les spéculations ?

Branchements illicites à Ankatso - 19 foyers pris en flagrant délit, un agent de la JIRAMA en garde à vue

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 27 NOVEMBRE 2020

La JIRAMA a effectué une descente en force hier, à Ankatso et ses environs. En effet, une équipe composée de la cellule de lutte anti-fraude et vol, au sein de la JIRAMA, de la Direction de la protection de revenu et de la lutte contre les fraudes (DPRLF), ainsi que de la Direction de l'audit et du contrôle interne (DACI) et la Direction principale des affaires juridiques (DPAJ) sans oublier la branche territoriale de la Gendarmerie à Antananarivo a effectué une opération de ratissage dans les quartiers d'Antsahameva et d'Antsahamamy.

Sur une centaine de ménages contrôlés, les responsables ont identifié dix-huit foyers en situation irrégulière. « Et un autre foyer a même été pris en flagrant délit, branchant directement son système électrique au poteau de la JIRAMA pour ensuite servir de relais



à cinq autres ménages », rapporte un responsable au niveau de la compagnie. Après les enquêtes menées auprès des différents foyers, les autorités ont identifié un agent de la société nationale d'eau et d'électricité comme étant le cerveau de ces branchements illicites. Il a donc tout de suite été appréhendé

pour être placé en garde à vue à la brigade territoriale de la Gendarmerie à Betongolo.

Cette descente fait notamment suite à la convention de partenariat de la JIRAMA avec l'université d'Antananarivo. Cette collaboration se focalise notamment sur la détection et l'assainissement de l'usage des ressources en eau et en électricité au sein du campus universitaire d'Ambohitsaina, autant dans les zones pédagogiques qu'au niveau des cités universitaires. Il faut noter qu'avant cette convention, les agents de la JIRAMA se sont toujours confrontés à des contestations au niveau du campus. Près d'un mois après sa signature, les résultats sont mesurables. Cette descente n'est alors que le début. En tout cas, la JIRAMA ne fera preuve d'aucune tolérance envers ceux qui commettent de tels actes.

Commerce – Réel impact attendu sur les ventes du « Black Friday »

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DEMADAGASCAR | 27 NOVEMBRE 2020

Doper les ventes avant Noël et après le confinement. C'est l'objectif de certains commerces de proximité qui s'adonnent aujourd'hui à la promotion du concept « Black Friday ». Importée des États-Unis il y a quelques années, mise en place selon des modalités propres à chacun, cette opération commerciale a porté ses fruits et séduit les consommateurs.

« Selon nos observations effectuées en quelques semaines, les premiers retours sur une quarantaine de vendeurs en ligne ont montré une nette augmentation en termes de fréquentation, ce qui n'est pas mal par les temps qui courent

» s'enthousiasme Richard Andriamihantanoro, vendeur de chaussures de collection en ligne. Le Black Friday devient un phénomène généralisé. C'est rentré dans les mœurs des consommateurs et les commerçants l'ont adopté. « Le problème est que les baisses de prix successives finissent par peser sur les marges en magasin. Au début, c'est une bonne nouvelle pour les consommateurs, après, le commerce souffre » déplore notre vendeur. En attendant, nombre de commerces ont vu la différence lors des précédentes éditions du Black Friday.